"Soyons canadiens d'abord"

LE CANADIEN
D'OTTAWA

Bureau de l'Union St. Joseph du Canada
LE CANADIEN LIMITEE
Editeurs—Propriétaires
329 RUE DALHOUSIE
Tél. R. 6366 OTTAWA, ONT.

Le Grand Hebdomadaire Français d'Ontario
"LE CANADIEN"
Journal Politique et Litteraire
ABONNEMENT:
Un an $2.00
Six mois $1.25

...—No 22. OTTAWA, VENDREDI, 24 AVRIL 1925. 2 SOUS LE NUMERO.

Le Premier Ministre King Attend

POUR SORTIR DE LA CRISE POLITIQUE LE GOUVERNEMENT TEMPORISE DEPUIS UN MOIS

Le cabinet est indécis et fait prolonger le débat sur le budget afin d'être fixé sur le sort du projet Petersen dont dépend l'orientation de sa politique. — Sir William Petersen et Sir Henry Thornton. — Le débat sur le budget nous a déjà coûté un million. — Après deux mois de session il n'y a encore rien de fait.—Sir Henry Thornton veut-il faire un volte-face? — La canalisation du St-Laurent.

POURQUOI M. KING ATTEND

La situation politique reste dans le statu quo mais les intentions du gouvernement deviennent de plus en plus apparentes. Pour le moment le cabinet qui, de l'aveu même des libéraux, traverse une crise grave, est indécis. C'est pour cette raison qu'au parlement depuis trois jours on tue le temps. Il est évident qu'un mot d'ordre a été donné de prolonger autant que possible le débat sur le budget afin que le gouvernement soit fixé sur le sort du fameux projet Petersen avant de commencer la lutte parlementaire de la dernière partie de la session. Le contrat Petersen dépend la décision du gouvernement. "Pour les élections les libéraux ont besoin d'un fonds électoral" a déclaré l'hon. M. Monty ces jours derniers. "Si le contrat est ratifié nous aurons des élections; mais s'il ne l'est pas nous n'aurons pas d'élections." Cette affirmation aussi hardie que catégorique du chef conservateur de Montréal trouve dans la situation parlementaire actuelle toute une signification.

Il ne sera pas avant cinq ou six semaines que le comité parlementaire sur le contrat Petersen sera en mesure de faire rapport à la Chambre. Le gouvernement a donc tout intérêt de temporiser le plus longtemps afin d'être fixé sur cette importante question dont dépend tout l'orientation de sa politique de fin de session.

Le budget a été présenté il y a aujourd'hui tout juste un mois: le 24 mars. Le mot d'ordre fut donné de prolonger le débat qui dure depuis 19 séances et rien indique que l'on puisse prendre le vote mercredi ou jeudi prochain. Jusqu'à date tout près de 100 députés ont parlé. Chez les libéraux on s'applique à prononcer des discours de deux ou trois heures et le gouvernement fait ajourner la séance vers dix heures du soir. De sorte que c'est à peine si 4 ou 5 députés peuvent parler à chaque séance. Le gouvernement retarde délibérément la fin de la session: c'est la seule conclusion qui se dégage de la situation politique actuelle.

UN MILLION

L'adoption du budget cette année coûtera au pays tout près d'un million de dollars en discours. Il a été adopté que le 29 ou le 30 mars tôt: le débat aura duré 37 jours. On sait que le parlement en session est une dépense de $24,000 par jour, de sorte que les 37 jours ont sur le budget coûteront $888,000. Cela parce que le gouvernement n'est pas prêt!

Il commence à protester contre la critique coûteuse et l'on sonne d'arrêter les discours des députés. Le conservateur, M. Harris de Lanark a protesté contre ce délugeoir des inutiles et a suggéré de réduire la durée des discours.

Quelques jours plus tard les journaux annonçaient que si les modifications proposées par le comité chargé de reviser les règlements de la Chambre des Communes étaient adoptées, et cela semble probable, nos députés seraient obligés d'écourter leurs discours: de dire en trente minutes ce que pour certains, exige trois heures plus.

Mais, ce comité a été saisi d'une nouvelle règle préparée par le président de la Chambre, M. Arthur Lachesne, sur les ordres de King et en vertu de laquelle les discours sont limités à quarante minutes.

Il y a néanmoins des exceptions importantes. Ainsi, le premier ministre et les chefs d'opposition peuvent parler aussi longtemps qu'ils veulent. Il en est de même des ministres quand ils présentent une loi et l'expliquent, ainsi que du député de l'opposition qui suit le ministre. Une autre exception se présente dans le cas où on demande un vote de non-confiance. Il peut alors parler aussi longtemps qu'il le désire.

CETTE MODIFICATION SERA PROPOSEE A LA CHAMBRE QU'APRES L'ADOPTION DU BUDGET PUISQU'IL APPARAIT EVIDENT QUE LE GOUVERNEMENT NE SE METTRA PAS SOUS LE BAILLON.

RIEN DE FAIT

Le parlement qui s'est réuni le 3 mars (il y aura donc bientôt deux mois) n'a encore rien fait, ou presque rien; si ce n'est l'adoption de quelques estimés et de deux ou trois lois peu importants. Le gouvernement n'a pas encore abordé.

Il avait pourtant promis de revoir des taux de transport: rien fait en ce sens; le gouvernement devait prendre des mesures pour aider aux ports canadiens, le Pacifique et sur l'Atlantique: la chose paraît oubliée; il a proposé la création d'une conférence des provinces pour débattre d'importantes questions: on n'en pas le plus.

CE QUE L'ON FAIT

Pendant que le débat sur le budget se poursuit le gouvernement louvoie et cherche à sortir de l'impasse où il s'est engagé.

DEUX HOMMES SONT ACTUELLEMENT A OTTAWA ET SONT SUR LA SCENE POLITIQUE LES DEUX PRINCIPAUX ACTEURS: SIR WILLIAM PETERSEN, AU COMITE PARLEMENTAIRE QUI FAIT ENQUETE SUR SON FAMEUX PROJET, ET SIR HENRY THORNTON, PRESIDENT DU CANADIEN NATIONAL A CELUI DES CHEMINS DE FER.

Le premier vient défendre son contrat dont dépendent les élections; le second par des déclarations, pour le moins très hardies, les prépare.

La présence de Sir Henry Thornton au comité des chemins de fer où il se soumet à un interrogatoire détaillé sur l'administration du C.N.R. à, il nous semble, une grande signification. Mais ce qui nous paraît être encore plus extraordinaire, c'est que le gouvernement ait permis à Sir Henry Thornton de déclarer en plein comité qu'une fusion du Pacifique Canadien et du Canadien-National ne serait pas, après tout, une méchante affaire.

Que veut le gouvernement? Une fusion des deux réseaux dénoncés par Sir Lomer Gouin et toute la députation de Montréal?

Ce qu'il y a de certain c'est que Sir Henry Thornton n'a pas pris sur lui de se prononcer ainsi sur cette très épineuse question sans s'être concerté avec le gouvernement.

Toutes ses déclarations aboutissent à la même conclusion: le Canadien-National est en déficit: c'est un fardeau très lourd et une fusion avec le Pacifique Canadien ne serait pas sans avantages.

Le président du C.N.R. était, il y a à peine un an, plus optimiste, et n'hésitait pas à déclarer qu'il rétablirait le réseau sur une base de prospérité avant cinq ans.

Sir Henry a-t-il une raison particulière pour expliquer son attitude d'aujourd'hui qui serait rien moins qu'un volte-face. Est-ce là une tactique électorale? On peut le soupçonner.

Pour bien se rendre compte de la véritable situation politique il faut surveiller Sir William Petersen et Sir Henry Thornton puisqu'au parlement on ne fait rien.

M. King temporise et attend. Il espère que la crise se passera.

A WASHINGTON

Dans la capitale américaine le gouvernement joue aussi ses cartes et on annonçait ces jours derniers qu'une entente a été signée entre les Etats-Unis et le Canada au sujet du fameux projet de la canalisation du St-Laurent. M. King qui n'a jamais voulu se prononcer sur cette question tente de s'en faire un atout électoral.

Une entente vient d'être signée et l'on est sur le point de prendre une décision finale à Washington. Mais, dès maintenant, on peut prévoir que le gouvernement adoptera une demi-mesure: il laissera entendre qu'il est favorable au projet pour s'attirer le vote de cette partie d'Ontario qui y est favorable tout en se gardant une échappatoire qui lui permettra de dire à l'autre partie de la provincec et à la région de Montréal qui y sont opposées qu'il ne fera rien.

DES ELECTIONS?

Est-ce à dire que M. King se prépare aux élections? Il faudrait le croire, mais il est certain que le premier ministre n'a pas encore décidé d'en faire cette année.

Le peuple veut qu'on le consulte et serait désappointé si l'on retardait d'une autre année à le faire. Mais le gouvernement n'est pas prêt et il hésite.

Il est évident toutefois que le cabinet se prépare à la lutte électorale afin de n'être pas pris au dépourvu...

En attendant la session se prolonge et chaque jour draine le trésor de $24,000. La session qui nous a coûté jusqu'ici tout près de deux millions nous coûtera encore trois autres millions... et peut-être davantage.

ET CELA PARCE QUE M. KING AU LIEU DE POUSSER LE TRAVAIL DE LEGISLATION, ATTEND.

LE CHOMAGE

Le 6 février 1925 le conseil des métiers et du travail à Montréal faisait rapport que 65 p. 100 des 48,000 membres des unions ouvrières de cette ville étaient sans emploi ou ne travaillaient que quelques heures par jour.

A Toronto la situation est très critique et le nombre des chômeurs est plus considérable qu'en 1924.

Il y a à Ottawa 3,000 pères de familles qui sont sans travail et qui font partie de l'association des chômeurs à Ottawa.

Le 1er janvier 1925 il y avait 39,000 chômeurs de plus que le 1er janvier 1924.

Les ouvriers demandent du pain et du travail et M. King leur répond en donnant des statistiques sur le commerce extérieur et en s'engageant envers l'Angleterre à donner de l'ouvrage aux Anglais émigrant sous l'empire de la loi de l'Empire seulement.

En 1922-23—Le trésor fédéral a déboursé pour venir en aide aux sans travail, $924,827 payées par le département du travail et $1,038,163 par le département du rétablissement civil des soldats.

En 1923-24—$4,273 par le département du travail et $312,008 par le département du rétablissement civil des soldats—Différence $1,646,759.

CONVENTION CONSERVATRICE

Une grande convention conservatrice de l'Est d'Ontario aura lieu le 6 mai prochain au Château-Laurier. Les deux principaux orateurs à cette convention, seront l'hon. M. Arthur Meighen et le premier ministre Ferguson. Plus de 400 délégués, représentant tous les comtés de la région, seront présents. Le comité exécutif de l'association conservatrice d'Ottawa, a tenu sa réunion régulière et il a décidé que l'assemblée annuelle aura lieu le 8 mai. La mise en nomination pour les élections annuelles se terminera à 10 heures du matin, le 28.

Dans un cimetière, on peut lire sur une petite tombe l'épitaphe suivante:

"M. X... mort à 3 et 2 mois. Sa vie n'a été qu'abnégation et sacrifice."

LES EXTRAVAGANCES DE M. KING METTENT LE PAYS A DEUX PAS DE LA RUINE DIT M. MONTY

L'administration libérale est dénoncée à deux assemblées à Hull et à Sainte-Anne dimanche dernier.—Aurons-nous des élections cette année? — Pourquoi les Canadiens s'en vont aux Etats-Unis. — Le bloc solide de Québec. — Les 65 députés dorment et attendent le prix de leur trahison.

AFFIRMATIONS BASEES SUR DES FAITS

Non seulement le parti libéral a failli aux promesses qu'il faisait aux élections de 1921 mais il met le pays à deux pas de la ruine par ses dépenses extravagantes ce qui a pour résultat l'exode des nôtres en masse aux Etats-Unis et les faillites nombreuses de nos institutions commerciales et industrielles. Cette dénonciation du gouvernement King a été faite à deux assemblées oppositionnistes tenues à Hull et à Ottawa dimanche. Les orateurs, l'hon. M. Monty, M. Armand Lavergne et M. John Sullivan ont fait une revue de la situation actuelle et ont conclu "Renversons le gouvernement".

L'hon. M. Monty a fait le procès des extravagances du gouvernement. "Le parti libéral nous a promis l'économie: il nous a donné l'extravagance dans les dépenses", dit-il.

M. John Sullivan a signalé les effets désastreux de cette politique: 169,000 des nôtres ont quitté le pays l'an dernier tandis que le gouvernement dépense des millions pour faire venir des immigrants: "Gardons d'abord les nôtres chez nous avant d'aller chercher des étrangers" dit-il.

Le discours de M. Armand Lavergne fut une charge sans merci contre le "bloc solide de Québec". Parlant des 65 députés de Québec il a dit: "Pendant que la langue française est persécutée plus que jamais ces 65 députés dorment et attendent le prix de leur trahison."

DES ELECTIONS ?

Aurons-nous des élections cette année? C'est en réponse à cette question que l'hon M. Monty a fait la plus importante déclaration de la journée:

"Le gouvernement, dit-il, voudrait faire des élections mais il a besoin de fonds électoraux. Pour s'en procurer il a passé le fameux contrat Petersen. Si ce contrat est ratifié par le parlement nous aurons des élections, s'il ne l'est pas, pas d'élections parce que le gouvernement n'aura pas de fonds électoraux."

SES EXTRAVAGANCES

Sur la question des extravagances du gouvernement M. Monty a fait des déclarations révélatrices. Il a dit:

"On a promis de faire de l'économie. Qu'a-t-on fait?" Le gouvernement sans tenir compte des exigences de l'après-guerre a poursuivi une politique qui compromet gravement notre sécurité.

Le premier article du programme libéral était l'économie. Ce parti a promis de débarrasser le pays du fardeau du Canadien-National à n'importe quel prix. Il cite Sir Lomer Gouin, l'hon. Walter Mitchell, Herbert Marler et les autres qui ont pris un engagement solennel de nous débarrasser du C. N. R.

Mais voilà ce que l'on a fait. On engage Sir Henry Thornton pour 3 ans.—Sir Henry en arrivant au pays fait réparer son char privé. Ce qui coûte au pays $98,000. Voilà leur économie. M. Monty montre ensuite toutes les dépenses que l'on a faites: surtout les embranchements dans l'ouest; l'hôtel Scribe de Paris acheté pour 4 fois sa valeur. Cet hôtel coûte 40 millions de francs au pays alors qu'il était à vendre l'année précédente pour 7 millions. Cela en France où l'on ne fait absolument rien pour attirer des immigrants pour le Canada.

M. Monty signale d'autres extravagances: $600,000 pour la tour du parlement; $7,000,000 pour un tunnel à Toronto; $1,500,000 pour un édifice à Londres; $165,000 pour une enquête sur le blé; $20,000 pour un voyage à Wembley; $230,000 pour des radios; $124,000 pour un terrain de golf; $91,000 pour un autre terrain de golf.

On a dépensé $20,000 pour une enquête sur les réclamations de guerre et pas un seul rapport n'a été fait.

Notre dette a augmenté de $27,000,000. Où est l'économie? Les dépenses cette année ont augmenté de 2 millions alors que les revenus ont diminué de 52 millions et nous avons en banque 113 millions de moins que l'an dernier.

Par économie on a mis à la porte 3,349 employés civils et on a réduit le salaire des autres. C'est de cette façon que l'on a fait de l'économie.

Le gouvernement a perdu la confiance du peuple parce qu'il a manqué à ses promesses: il nous a promis l'économie et la prospérité; il nous a donné l'extravagance et la misère; il ne reste plus qu'une chose à faire: le mettre à la porte.

(Suite à la page 5)

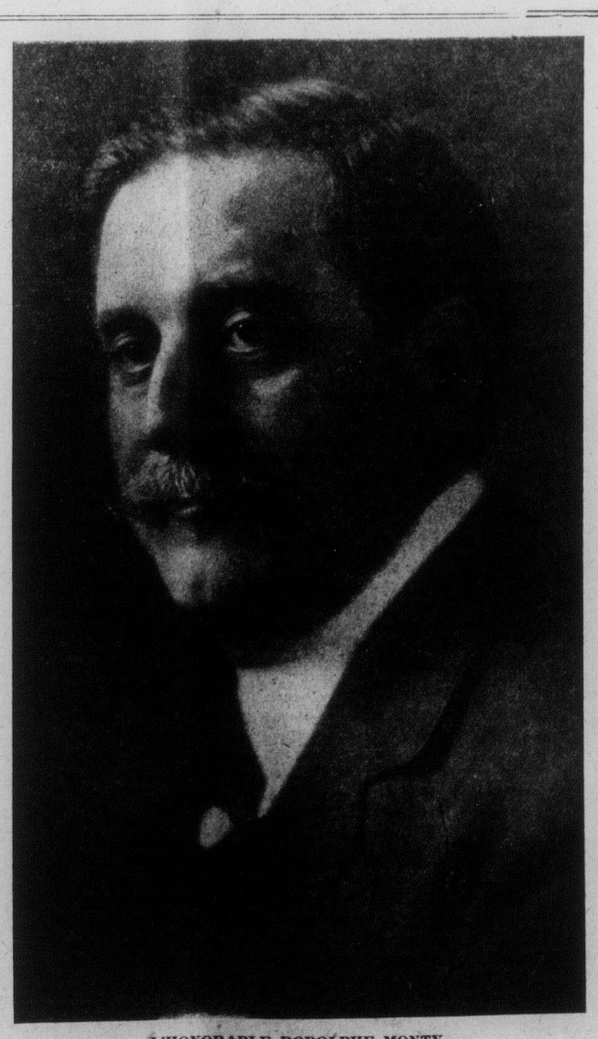
DEBOUT LES MORTS

"Sous Meighen, sur 19 sous-ministres il y en avait 9 Canadiens-français, et sous King il y en a 3, et l'un ne parle pas français.

Pas de formules de douane en français. Le gros Lapointe a pris comme sous-ministre un Anglais qui ne parle pas le français.

Retournons-nous vers ceux qui dorment et disons-leur: debout les morts!"

—M. A. Lavergne.



L'HONORABLE RODOLPHE MONTY,
Chef du parti conservateur dans la Province de Québec.

Spécialiste dans les Maladies des Pieds
Dr P. LADELPHA
85, rue Sparks Tél. Q. 2154
Pour les Ongles incarnés, Cors Oignons et tous les maux de pieds.
Bureau: 202 Union Bank Bldg.
Patronné par la Royauté.

Tél. Queen 2214
BANK STREET TAXI
SEPT SEDANS
125½ RUE BANK
A. GRAVEL, OTTAWA, Ont.

Abonnez-vous au Canadien

TEMPERATURE

PRONOSTICS POUR LE MOIS D'AVRIL

Du 1er au 4, frais.
Du 5 au 8, pluvieux.
Du 9 au 12, chaud, clair.
Du 13 au 16, période de vent.
Du 17 au 26, frais.
Du 21 au 22, basse température.
Du 23 au 26, beau.
Du 27 au 28, menaçant.
Du 29 au 30, brumeux et généralement humide.

PHASES DE LA LUNE

P. Q.	P. L.
Avril 1er 3.12 a.m.	Avril 8 10.33 p.m.
D. Q.	**N. L.**
Avril 15 6.40 p.m.	Avril 22 9.28 p.m.

Premier quartier le 30 à 10 hrs. 20 m. du soir.

Notre Représentant

POUR LA PROVINCE DE QUEBEC

Il nous fait plaisir d'aviser nos nombreux lecteurs et amis que M. J. A. Thibeaudeau, du No 281 rue St-Denis, Montréal, vient d'être nommé officiellement représentant général de notre journal pour toute la Province de Québec.

L'expérience reconnue de M. Thibeaudeau, dans l'organisation; sa grande popularité et l'influence dont il jouit dans tous les centres de la Province lui assure d'avance un succès complet dans sa nouvelle position.

Pour tous renseignements s'adresser à

M. J. A. THIBEAUDEAU
Autrefois représentant du Club Cartier-MacDonald.
Tél. Est 4508. 281 St-Denis, MONTREAL, QUE.

CHICK CONTRACTING CO. LIMITED
ENTREPRENEURS GENERAUX
et Matériaux de Construction

TUYAUX D'EGOUT, CIMENT, SABLE, GRAVOIS, TUILES, BRIQUES, ETC.
PAVAGE, EXCAVATION, CONSTRUCTION D'EGOUT ET NIVELAGE DE CHEMIN DE FER.

BUREAUX ET ENTREPOTS, 951 RUE McDOUGALL
TEL. 3636
WINDSOR, ONT.

TEL. RIDEAU 4267.
THE
Jodouin - MacDonald
COMPANY
Le Foyer des Bons
TABACS
Spéciaux pour épiceries, Biscuits, Bonbons, Balais, Cigares et Cigarettes, Tabacs Canadiens en feuilles, torquettes ou rôles.—Parfums, Nouveautés, etc., etc.
311 Rue Rideau, . Ottawa Ont.

UN ROMAN COMPLET DANS CHAQUE NUMÉRO